

Chapitre 1

Introduction à la théorie du second best

Le Consensus de Washington avait donné des objectifs de réforme très ambitieux, que je rappelle à la fin du chapitre. Les résultats ont été décevants.

Les réformes recommandées actuellement aux pays en développement concernent souvent la gouvernance et les institutions. Ces réformes sont complexes et engagent beaucoup de directions.

A côté de propositions trop ambitieuses, une autre déception est que des réformes partielles, laissant en place d'autres distorsions, peuvent avoir des effets très bénéfiques, décevants, ou même négatifs. Tout dépend des circonstances et des pays.

Il semble donc qu'il faille encourager des réformes limitées à un petit nombre de directions mais portant sur les distorsions clé, celles qui contraignent le plus le développement.

1. La fonction de demande compensée (Hatta, 1997)

Nous considérons un consommateur qui peut consommer des montants non négatifs de n biens. Son vecteur de consommation est $c \in R_+^n$. Sa fonction d'utilité est $v(c)$ et, $u = v(c)$ représente son niveau d'utilité.

Q est le vecteurs des pris de la consommation.

On considère le problème

$$\begin{aligned} \underset{c}{\text{Min}} c'q & & (1.1) \\ v(c) &= u \end{aligned}$$

La solution de ce programme, $c = f(q, u)$, et le vecteur de consommation qui procure l'utilité u au coût minimum. On appelle la fonction $f(q, u)$, fonction de demande compensée.

Nous notons $f_{ij} = \frac{\partial f_i}{\partial q_j}$ la dérivée de la demande compensée de bien i (la composante i du vecteur f)

par rapport au prix du bien j . Il est facile d'établir que $f_{ij} = f_{ji}$. f_{ij} représente les effets de substitution dans l'équation de Slutsky. Si $f_{ij} > 0$, les biens i et j sont substituables (par exemple le café et le thé). Si $f_{ij} < 0$, les biens i et j sont complémentaires (par exemple le café et le sucre).

Enfin, on a $f_{ii} < 0$: une augmentation du prix du bien i en diminue la demande compensée. On a

aussi la propriété d'homogénéité de degré zéro : $\sum_{i=1}^n f_{ij} q_i = 0$, pour $j=1, \dots, n$. Cela montre qu'il existe

au moins un j tel que $f_{ij} > 0$, c'est-à-dire que chaque bien a au moins un substitut.

Nous notons $f_i = \frac{\partial f_i}{\partial u}$ la dérivée de la demande compensée de bien i par rapport à l'utilité. Notons

par λ l'utilité marginale du revenu. Alors λf_{iu} représente les effets revenus dans l'équation de Slutsky. Si $f_{iu} > 0$, le bien i est appelé normal. Si $f_{iu} < 0$, le bien i est appelé inférieur. On a la

propriété $\sum_{i=1}^n f_{iu} q_i = 1/\lambda$.

2. Les effets d'une réforme partielle (Hatta, 1997)

Je vais considérer une économie où tous les consommateurs sont identiques, ce qui me permettra d'éviter le problème des comparaisons d'utilités individuelles et d'équité.

La frontière de production est linéaire

$$a'x = b, \text{ avec } a, b > 0 \quad (2.1)$$

$x \in \mathbb{R}_+^n$ est le vecteur de production, b représente la quantité de ressource disponible et a_i est le coût marginal constant du bien i , mesuré en termes de ressource.

Je prends la ressource comme numéraire et suppose un marché concurrentiel où les entreprises vendent au coût marginal. Le vecteur du prix de la production est alors

$$p = a \quad (2.2)$$

Il y a un écart entre le prix de production et le prix de consommation de chaque bien, que nous interprétons ici comme une taxe frappant la consommation de chaque bien

$$q_i = (1+t_i)p_i, \text{ pour } i=1, \dots, n \quad (2.3)$$

où t_i est le taux de taxation pour le bien i .

Je vais supposer que seuls les ménages demandent les biens produits, afin de consommer. A l'équilibre nous avons

$$c_i = x_i, \text{ pour } i=1, \dots, n \quad (2.4)$$

Les taxes sur les produits créent un revenu pour l'Etat et appauvrit les ménages. puisque l'Etat ne consomme pas et que les ménages consomment la totalité de ce qui est produit il faut que cette ponction de revenus leur soit redistribuée de façon forfaitaire, c'est-à-dire indépendante de leurs préférences et choix de consommation (par exemple pour un même montant à chaque ménage).

Introduisons maintenant des notations matricielles ou vectorielles

$$A = \begin{bmatrix} a_1 & 0 & 0 \\ 0 & & 0 \\ 0 & 0 & a_n \end{bmatrix}, \quad \hat{1} + t = \begin{bmatrix} 1+t_1 \\ \\ 1+t_n \end{bmatrix}$$

Les équations (2.3) et (2.4) se réécrivent

$$q = A(\hat{1} + t) \quad (2.5)$$

$$c = x \quad (2.6)$$

On rappelle que $c = f(q, u)$. Nous déduisons de (2.1) et (2.6)

$$a'c = b, \text{ d'où } a'f(q, u) = b$$

Nous substituons (2.5) dans cette dernière relation

$$a'f[A(\hat{1} + t), u] = b \quad (2.7)$$

Cette équation établit un lien entre les n taxes t_i et l'utilité des consommateurs. Supposons que la taxe t_j baisse. On déduit aisément de (2.7) le changement d'utilité

$$\frac{\partial u}{\partial t_j} = \frac{\sum_{i=1}^n a_i f_{ij}}{\sum_{i=1}^n a_i f_{iu}} a_j \quad (2.7)$$

On rappelle que les f_{ij} mesurent les effets de substitution et les f_{iu} mesurent les effets revenu.

Dans le cas particulier où il n'y a pas de taxes, c'est-à-dire où $t=0$, alors nous avons $a_i = p_i = q_i$. Nous déduisons de la propriété d'homogénéité de degré zéro donnée à la fin de la section précédente que le numérateur du membre de droite de l'équation (2.7) est nul et donc que $\frac{\partial u}{\partial t_j} = 0$.

Cela signifie qu'en l'absence totale de distorsions, l'introduction de petites distorsions n'a pas d'effet sur le bien-être des consommateurs.

Ce résultat est bien sûr académique, parce qu'il est difficile d'imaginer un monde réaliste sans distorsions. Dans le cas général nous pouvons décomposer le membre de droite de (2.7) en deux éléments

$$\frac{\partial u}{\partial t_j} = \frac{a_{jj}^2 f_{jj}}{\sum_{i=1}^n a_i f_{iu}} + \frac{\sum_{i \neq j} a_i f_{ij}}{\sum_{i=1}^n a_i f_{iu}} a_j \quad (2.7)$$

Le premier terme du membre de droite mesure l'effet direct d'une baisse d'une taxe, c'est-à-dire celui qui transite par une hausse de la demande du bien frappé par la taxe. Le second terme représente les $n-1$ effets indirects qui transitent par les baisses ou les hausses des demandes des autres biens.

S'il n'y a pas de taxes, le dénominateur de (2.7) est égal à $\sum_{i=1}^n f_{iu} q_i = 1/\lambda > 0$, d'après ce que nous avons noté à la fin de la section précédente. Si tous les biens sont normaux, c'est-à-dire si $f_{iu} > 0$ pour $i=1, \dots, n$, le dénominateur de (2.7) est encore positif. Bien sûr il s'agit de circonstances extrêmes, mais nous pouvons penser que dans la plupart des cas, les distorsions sont mesurées ou la plupart des biens sont normaux et en conséquence le dénominateur de (2.7) est positif.

Nous avons vu dans la section précédente que $f_{jj} < 0$ et que f_{ij} est positif pour au moins un i . Cela signifie que l'effet direct d'une baisse de la taxation d'un bien augmente la satisfaction de l'agent, mais qu'au moins un effet indirect a l'effet opposé. On ne sait pas quel est le signe de l'effet global.

3. Une réflexion sur les réformes

Nous allons mener cette réflexion en continuant à supposer que tous les consommateurs sont identiques, afin d'éviter les problèmes de comparaison des utilités des différents consommateurs, et en conséquence les problèmes d'équité et de répartition.

Si les marchés fonctionnaient sans distorsions, l'équilibre concurrentiel serait efficient. Dans la section précédente, j'ai considéré des distorsions fiscales, comme un exemple. Mais il existe beaucoup d'autres distorsions : externalités, pouvoirs de marché, information imparfaite, etc.

Supprimer toutes ces distorsions permettrait d'obtenir une économie efficiente. Mais cette réforme est tellement ambitieuse qu'elle est impraticable : elle se heurterait à des résistances de groupes de pression qui bénéficient de certaines distorsions, à l'ignorance de l'Etat sur l'ampleur d'autres distorsions, sur la difficulté de mettre en œuvre les politiques visant à les réduire, etc.

La section précédente a établi un résultat négatif, qui est qu'une réduction des distorsions (une baisse des t_j) a un effet indéterminé sur le bien-être des consommateurs et peut en fait le réduire.

Exemple. Un pays produit des engrais (bien intermédiaire) et du blé (bien final, utilisant les engrais comme input). Les prix internationaux de ces deux biens, p_1^* et p_2^* , sont fixes. Les productions de ces deux biens sont protégées par les tarifs douaniers t_1 et t_2 . Donc, les prix intérieurs de ces deux biens sont $(1+t_1)p_1^*$ et $(1+t_2)p_2^*$. Si la protection tarifaire t_1 sur les engrais baisse, le prix des engrais diminue. Les producteurs de blé vont voir un handicap dont ils souffraient réduit, utiliser davantage d'engrais et produire davantage de blé. Cet effet direct est bénéfique.

Mais comme le prix intérieur du blé ne diminue pas, la production de blé va devenir artificiellement plus rentable. Cela peut attirer des ressources de secteurs très efficaces mais ne bénéficiant pas de la protection douanière du blé. Il y aura donc des effets indirects négatifs. Au total on ne sait pas si les consommateurs seront gagnants ou perdants.

Ainsi, des réformes partielles qui vont dans le bon sens peuvent améliorer faiblement ou même réduire le bien-être du pays. Ainsi, la stratégie d'un gouvernement, de faire toutes les réformes qui sont politiquement possibles et qui vont dans le bon sens, peut donner des résultats décevants.

On pourrait penser que l'Etat calcule pour une réforme qu'il évalue son effet sur le bien-être en utilisant l'équation (2.7). C'est ce que font les modèles d'équilibre général calculables. Mais ces

modèles ne peuvent analyser que des distorsions relativement simples, comme des taxes ou des droits de douane. Le calcul économique pour des distorsions plus complexes est loin d'être au point.

La théorie donne quelques résultats. Par exemple dans le modèle de la section 2, si le bien le plus (le moins) taxé est substituable avec tous les autres biens, abaisser (élever) sa taxation jusqu'au niveau du second bien le plus (le moins) taxé, améliore l'utilité du consommateur. Si tous les biens sont substituables, ce résultat donne une stratégie où on baisse progressivement les taxes les plus extrêmes, jusqu'à ce qu'il n'existe plus qu'un taux unique. Alors on est sûr que durant le processus de réforme l'utilité du consommateurs ne baisse jamais. Bien sûr on n'a pas de résultat sur l'amplitude de la hausse d'utilité : elle peut être faible au début du processus, ce qui peut décourager les réformistes.

Hausman, Rodrik et Velasco proposent de commencer par les réformes dont l'effet direct est le plus important. Cependant, il ne donne pas de justification bien convaincante de cette opinion.

Washington consensus

Original Washington Consensus

1. Fiscal discipline
2. Reorientation of public expenditures
3. Tax reform
4. Financial liberalization
5. Unified and competitive exchange rates
6. Trade liberalization
7. Openness to FDI
8. Privatization
9. Deregulation
10. Secure property rights

“Augmented” Washington Consensus, 1-10 plus:

11. Corporate governance
12. Anti-corruption
13. Flexible labor markets
14. WTO agreements
15. Financial codes and standards
16. “Prudent” capital-account opening
17. corner exchange rate regimes
18. Independent central banks
19. Social safety nets
20. Targeted poverty reduction

Bibliographie

Hatta Tatmo (1977) "A Theory of Piecemeal Policy Recommendations", *The Review of Economic Studies*, 44, pp. 1-21.

Hausmann Ricardo, Dani Rodrik et Andrés Velasco (2005), "Growth Diagnostics".